

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, et M. Gerhard Schroeder, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, sur la préparation de la conférence de Nice, l'avenir de l'Europe, l'élargissement de l'Union européenne et la majorité qualifiée, Hanovre (Allemagne), le 2 décembre 2000.

Je voudrais d'abord remercier le Chancelier pour son accueil et souligner deux choses qui marquent bien les liens d'amitié qui existent entre nos deux pays. La première, c'est que le Chancelier a tenu à nous offrir, à sa table, sans aucun doute, le meilleur jarret de porc que j'ai mangé depuis bien longtemps. Et la deuxième, c'est qu'il a tenu à me faire un très joli cadeau pour mon anniversaire et j'y ai été très sensible.

Sur le compte rendu que le Chancelier vient de faire de nos entretiens, nous partageons tout à fait le même sentiment. Je n'ajouterai donc rien. Il y a depuis Rambouillet, entre l'Allemagne et la France, un accord et une grande détermination pour arriver à un résultat positif et acceptable à Nice. J'ajoute qu'au-delà de la Conférence intergouvernementale, nous avons également évoqué les problèmes de société auxquels nous sommes confrontés. Nous avons longuement parlé des problèmes de la vache folle. Et vous savez que l'Allemagne et la France sont de ce point de vue sur la même ligne d'appréciation. Nous avons parlé des problèmes auxquels nous sommes, l'un et l'autre, sensibles sur la sécurité maritime. Et nous avons longuement parlé des problèmes de l'environnement pour dire clairement que si nous ne voulions pas annuler ce qui avait été décidé à Kyoto, en matière de pollution de l'air et de réchauffement du climat, il fallait d'urgence reprendre les travaux là où ils se sont arrêtés à La Haye. Nous avons évidemment évoqué d'autres sujets qui seront traités à Nice et, comme d'habitude, dans l'esprit le plus cordial et en tirant dans le même sens.

(j)

Q - Quelles sont les divergences actuelles sur l'avenir de l'Europe entre l'Allemagne et la France ?

R - Sur la vision de l'Europe de demain, je ne dirai pas qu'il y a des divergences. Joschka Fischer et le chancelier ont évoqué leur vision de l'Europe de demain pour expliquer l'esprit dans lequel ils souhaitent que nous travaillions après Nice. Et je dois dire que rien, dans ces perspectives, n'est de nature à nous choquer. Cela doit faire l'objet d'une discussion. Ce qui est d'autant plus nécessaire, car il y a toujours plus d'idées dans deux têtes que dans une. Mais nous serons sans aucun doute là encore, une fois de plus, côte à côte pour avancer.

(j)

Q - Monsieur le Président, vous avez dit, à La Haye, que vous ne souhaitiez pas vous exprimer sur les affaires françaises puisque nous sommes à l'étranger. Mais, comme il n'y a pas de conférence de presse en France, est-ce vous pouvez nous dire j ?

R - Vous étiez présent tout à l'heure quand votre collègue m'a posé la question. Je vous fais la même réponse.

Q - Monsieur le Président, quel bilan faites-vous de votre marathon européen ? Est-ce que vous

avez pu faire avancer les différents problèmes, à l'ordre du jour ?

R - Oui, je crois que l'on peut dire que nous avons fait avancer la solution des problèmes. Parce qu'au cours d'un contact de cette nature, d'abord on se comprend mieux. Ensuite, on arrive à l'échéance et donc chacun assouplit un peu sa position. Autrement dit on bouge. Donc, on avance. On ne reste pas immobile. Alors, je sais parfaitement qu'il y a encore des sujets très difficiles à régler. Je dirai qu'il n'y en a plus dans les grands problèmes intéressant nos concitoyens, les problèmes de société. Certains connaîtront une avancée importante. Et il en reste de difficiles dans la CIG. Les problèmes de coopération renforcée seront réglés sans difficulté. Il y a seulement trois ou quatre mois, personne ne le pensait.

Les problèmes de la majorité qualifiée progressent, il faut le dire, difficilement, parce que l'on arrive aux situations les plus difficiles. Et, alors, il nous reste ceux qui touchent à la sensibilité de chacune des nations et de chacun des peuples. Et ce qui, dans le cas particulier, s'exprime au travers de la composition de la Commission et de la repondération des voix. Là, nous progressons, mais avec lenteur. Il est évident qu'une solution interviendra ou n'interviendra pas, mais ne pourra intervenir qu'à la dernière minute, à Nice, au moment où chacun devra prendre ses responsabilités. Et alors, j'ajoute, parce que j'imagine que vous aviez cette question derrière la tête, que s'agissant du problème qui a été beaucoup commenté du rééquilibrage franco-allemand, ce que je peux vous dire c'est que si, comme nous le souhaitons, nous avons un bon accord, un bon accord c'est un accord acceptable par tous, mais aussi capable de permettre une gestion sérieuse de l'Europe élargie de demain, alors, si nous avons ce bon accord, je peux vous le répéter, vous le dire une nouvelle fois, comme le Chancelier a déjà eu l'occasion de le dire, il n'y aura pas de problème franco-allemand.

Merci./.

(Source <http://www.diplomatie.gouv.fr>, le 4 décembre 2000)